

PHILIPPE CHALUMEAU

DÉPUTÉ DE TOURS

LETTRE D'INFORMATION #5

ÉDITORIAL



*Chères Tourangelles,
Chers Tourangeaux,*

Avec mes collègues parlementaires, depuis 18 mois, nous agissons sans relâche aux côtés du Président de la République et du Gouvernement, pour mener pour vous, mais aussi avec vous, la transformation de notre pays que vous avez appelée de vos vœux lors des dernières élections présidentielles.

*Après des décennies de renoncements des majorités qui nous ont précédé, et malgré toute l'énergie et le cœur que nous avons mis pour agir au plus vite, nous devons faire face à **une situation d'urgence économique, sociale et environnementale sans précédent.***

Sans doute n'avons nous pas su être à la hauteur des exigences de notre promesse « d'en même temps », provoquant ainsi un malentendu réel sur nos intentions.

*Les souffrances de certains de nos concitoyens les ont rendu sourds à nos explications ou justifications, aussi fondées soient-elles, et leur exaspération a pris une forme qui nous divise, contrant notre ambition de réconciliation au service d'un grand projet commun qui devait nous remettre collectivement en mouvement et ne laisser personne au bord du chemin. **Désormais plus rien ne sera comme avant, j'en suis bien conscient.***

Les dernières mesures d'urgence que nous avons votées pour mettre en œuvre au plus vite les annonces faites par le Président de la République le 10 décembre, sont venues compléter le train de réformes que nous avons menées depuis 18 mois. **Plus de 200 textes législatifs ont été adoptés, le taux de chômage a baissé et le déficit public est au plus bas depuis 10 ans.**

Chacun doit pouvoir vivre mieux de son travail, les baisses d'impôts doivent être plus rapides, si nous parvenons à mieux maîtriser les dépenses indispensables à la survie de ce modèle français auquel nous sommes tous tant attachés.

Depuis la rentrée dernière, beaucoup a été accompli en ce sens :

- pour accélérer la création d'emplois et transformer le modèle d'entreprise français ;
- pour renforcer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale, douanière et sociale à l'échelle nationale ;
- pour protéger les plus démunis et les plus fragiles ;
- pour réformer la Justice de notre pays, en la rendant plus efficace ;
- pour défendre la France contre la menace terroriste et la protéger au mieux des bouleversements géopolitiques actuellement à l'œuvre.

Mais un long chemin nous reste à parcourir, et si nous avons commencé à renouveler les pratiques, il va nous falloir aller bien plus loin encore dans le changement de nos méthodes de concertation, de co-construction et d'exercice du pouvoir.

Afin de nous montrer à la hauteur de vos attentes et de vos exigences, nous devons trouver la voie qui nous permettra d'agir résolument et efficacement **au plus proche de chacun, dans votre quotidien et sur tous les territoires.** Pour y parvenir, nous devons tous contribuer à créer les meilleures conditions de rétablissement du dialogue, et donc de la bienveillance réciproque et de la confiance, pour permettre la co-construction réfléchie d'un projet réellement compris et partagé par tous ceux qui tiennent à notre démocratie, même si elle doit se réinventer.

Soyez certains que j'y prendrai pleinement ma part, avec humilité, respect et engagement.

C'est à nouveau et plus largement réunis que nous réussirons !

Bonne et heureuse année 2019 ! Je vous souhaite, ainsi qu'à tous vos proches, santé, bonheur et prospérité.

POUR ME CONTACTER ET SUIVRE TOUTES MES ACTUALITÉS



Assemblée nationale
126, rue de l'Université - 75355 Paris 07 SP
Tél. : 01 40 63 48 29



Permanence parlementaire
2, Jardin de Beaune-Semblançay - 37000 Tours
Tél. : 02 47 64 21 22



GILETS JAUNES



Ce mouvement d'abord spontané, vient de loin. Il a mis dans la lumière **des situations individuelles inextricables et des souffrances qui méritent une écoute attentive et des réponses fortes**, souvent individualisées. Les moyens manquent pour y répondre aussi fortement qu'attendu.

En tant que médecin, je suis depuis le début de ma carrière et aujourd'hui encore au plus près des réalités vécues par mes patients.

Les différentes Grandes Marches qui m'ont amené à frapper à de nombreuses portes, ici en Touraine, dans le cadre de différentes campagnes, m'ont permis de compléter ce diagnostic de notre pays et ont nourri les motivations de mon engagement politique.

Aussi, c'est assez naturellement et avec empathie que **je suis allé à la rencontre des Gilets jaunes qui avaient investi le rond-point « de l'avion »** entre Tours-Nord et Parçay-Meslay, le vendredi 30 novembre en soirée. Je leur suis reconnaissant d'avoir accepté de m'exposer un à un leurs revendications et problématiques personnelles, et **les heures passées avec eux ont réellement éclairé mes travaux parlementaires sur les mesures d'urgence.**

Le 13 décembre, **ma collègue Fabienne Colboc et moi-même avons débattu en direct sur les réseaux sociaux**, à l'invitation de la Nouvelle République, **avec 4 « gilets jaunes »**. Ce débat était animé par Emmanuelle Pavillon et Jacques Benzakoun, et **il a été visionné plus de 17 000 fois.**

Le 17 décembre, **nous avons organisé une grande réunion publique à la salle familiale des Fontaines.** Débutée à 19h30, elle ne s'est achevée qu'à minuit, **laissant ainsi largement la place à l'expression** et permettant d'apporter des éléments utiles à la réflexion et à la grande concertation qui débute, mais aussi de **démentir certaines des nombreuses infox qui attisent les haines et tentent de rendre impossible tout dialogue** et toute issue négociée et pacifique à cette terrible crise qui paralyse notre pays, notre économie et menace de nombreux emplois.



Telle est pourtant l'ambition du **grand débat national** voulu par le Président de la République.

Jusqu'en mars prochain, chaque Français pourra faire part de son témoignage, exprimer ses attentes et émettre des propositions. Inclusif, utile et nécessaire, cet exercice démocratique doit permettre la construction collective du meilleur des compromis pour tous.



Pour finir cette session parlementaire, nous avons voté à **4h30 du matin** le 21 décembre les mesures d'urgence économiques et sociales qui mettent en œuvre les **4 mesures promises par le Président afin d'augmenter le pouvoir d'achat des Français :**

- Création d'une prime exceptionnelle exonérée de charges et d'impôt sur le revenu.
- Exonération d'impôt sur le revenu et l'avancement au 1er janvier 2019 de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et complémentaires.
- Application d'un taux de CSG à 6,6 % pour les retraités qui s'étaient vus appliquer le taux de 8,3 % en 2018 et ceux dont les revenus de pensions mensuels sont inférieurs à 2 000 € nets.
- Elargissement du nombre de bénéficiaires de la prime d'activité, de 3,8 à 5 millions de personnes, prime qui sera revalorisée dès le 5 février pour augmenter le salaire de janvier.

Ce texte rend **10 milliards d'euros** de pouvoir d'achat aux Français par des réponses rapides et concrètes, **sans oublier l'annulation de la hausse des taxes sur les carburants.**

Les événements de ces dernières semaines ont mêlé aux revendications légitimes de certains, **des actes de violence inadmissibles perpétrés par d'autres, qui ne doivent bénéficier d'aucune indulgence.** Le 1er décembre, l'Arc de Triomphe, vandalisé, a été le théâtre de dégradations et d'incivilités indignes. Le mardi 4 décembre, aux côtés de **Geneviève Darrieussecq**, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, et de **Anne Hidalgo**, maire de Paris, j'ai tenu à me rendre avec plusieurs de mes collègues députés membres de la Commission de la Défense, à la **cérémonie du ravivage de la Flamme du Soldat inconnu**, afin de rendre un hommage à ce haut-lieu du Souvenir et de notre dignité républicaine.



Je tiens par ailleurs à réaffirmer tout mon soutien à nos commerçants et artisans de proximité, qui payent injustement un lourd tribut tant leur activité a été considérablement impactée par le climat actuel. **Je remercie toutes les Tourangelles et les Tourangeaux qui leur sont restés fidèles en ces temps troublés.** Pour les jours à venir, **soyons solidaires et faisons nos achats chez eux en priorité !**

Ils participent à notre art de vivre au quotidien et ils ont besoin de nous. **Je compte sur vous.**

SANDVIK : LES ÉLUS DU TERRITOIRE TOUS MOBILISÉS



Suite à l'annonce brutale de la direction de Sandvik Coromant de fermer son usine de Fondettes et de supprimer 161 emplois, j'étais reçu, le 30 octobre dernier, au ministère de l'Economie et des Finances, avec une délégation composée d'un représentant du personnel, de Cédric de Oliveira, maire de Fondettes et président de l'Association des maires d'Indre-et-Loire, de ma collègue Sabine Thillaye, de Thibault Coulon, vice-président de Tours Métropole Val de Loire délégué au développement économique, et de Guy de Brantes, président de l'Association des maires ruraux d'Indre-et-Loire. Nous nous sommes entretenus avec Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre, et Jean-Pierre Floris, délégué interministériel aux restructurations d'entreprises.

Le Gouvernement est pleinement mobilisé pour s'assurer que la direction de Sandvik Coromant mette bien tout en œuvre pour trouver un repreneur sérieux et qui s'engage à reprendre le plus grand nombre de salariés.

Le 29 novembre, à l'occasion de leur journée de mobilisation, j'étais à leurs côtés pour leur réaffirmer mon soutien et ma détermination à les accompagner au mieux.

Le 14 décembre, le délégué interministériel s'est rendu sur le site pour mettre la direction du groupe face à ses responsabilités, avant de faire le point sur la situation à l'invitation de la Préfète, avec les élus du territoire.



À LA RENCONTRE DES ACTEURS LOCAUX DE LA SOLIDARITÉ



Table Jeanne-Marie

Le 26 octobre, avec ma collègue Fabienne Colboc, nous visitons les nouveaux locaux de l'association **La Table de Jeanne-Marie** qui, depuis trois ans, agit chaque jour en faveur des personnes les plus démunies, et sans laquelle ces dernières ne pourraient se nourrir.



Pôle Emploi

Le 16 novembre, j'ai été reçu par l'agence **Pôle Emploi** située dans le quartier des 2 Lions. L'occasion de faire un point sur la situation du marché de l'emploi à Tours et de faire le lien avec l'initiative **Territoires zéro chômeur**, dont le développement sur notre territoire s'inscrit dans le déploiement du Plan pauvreté. **L'Indre et Loire a en effet été choisi comme département pilote.**



Banque Alimentaire

Le 3 décembre, j'ai été reçu par les bénévoles de la **Banque Alimentaire de Touraine** pour une visite de leurs locaux. J'avais participé quelques jours plus tôt à la collecte organisée par Lionel Perrone au magasin Auchan de la Petite Arche. Chaque année, la Banque Alimentaire de Touraine collecte et distribue plus de **1 000 tonnes** de denrées alimentaires pour les personnes les plus démunies. En Touraine, elles sont **12 000** à en bénéficier chaque jour.

JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE



Le 1er octobre, de la **Jeune Chambre Economique de Tours**, j'ai eu l'opportunité de visiter l'**Etude Généalogique** en compagnie de sa directrice, **Marion Chamauret**.

Une immersion au sein d'une profession bien utile pour aider les familles et les notaires à trouver les liens successoraux. Entre enquêtes de terrain et reconstitution des liens familiaux, les généalogistes font aussi face à des défis juridiques.

Dans le cadre de la 13ème édition de l'opération **Parlem'Entreprise**, le mardi 17 octobre, j'ai eu le plaisir d'accueillir Marion Chamauret à l'Assemblée nationale, et en ai profité pour lui faire visiter, à mon tour, ce haut-lieu de notre démocratie.

TELETHON



Le 7 décembre, j'ai souhaité me rendre aux côtés des bénévoles de l'édition 2018 du **Téléthon** et de son secrétaire départemental d'Indre-et-Loire, Eric Lesain.

À Saint-Avertin, des animations comme la vente de crêpes et d'objets faits main étaient organisées pour **récolter des fonds** et contribuer à faire avancer la recherche sur les maladies génétiques. **Merci aux Tourangeaux fidèles au rendez-vous !**

Don, bénévolat, mécénat, mobilisation... Pour développer des thérapies innovantes et améliorer la qualité de vie des malades, notre soutien à toutes et tous est indispensable.

Pour donner : appelez le 36 37 ou allez sur don.telethon.fr

SAPEURS-POMPIERS



Je tiens à remercier à **Alexandre Chas** et les **sapeurs-pompiers** qui m'ont accueilli pour une **journée d'immersion** le 14 octobre dernier. Un véritable honneur de partager leurs missions et de pouvoir témoigner de **leur sens du devoir et de leur action constante et souvent héroïque au service de nos concitoyens**.

Nos sapeurs-pompiers agissent toujours dans l'urgence, de jour comme de nuit, et trop souvent au péril de leur vie. **Il m'est donc intolérable qu'ils puissent être la cible d'agressions violentes alors qu'ils ne méritent que respect et reconnaissance**.

Oui, comme la très grande majorité des Français, j'aime nos pompiers, qu'ils soient volontaires ou professionnels. **Ils doivent savoir qu'ils peuvent compter sur leur député pour les défendre farouchement**, comme nous savons pouvoir toujours compter sur leur dévouement.

ANCIENS COMBATTANTS



Le 9 septembre dernier, nous célébrions le **Centenaire de l'Union nationale des combattants (UNC)** qui, depuis 1918, œuvre pour la reconnaissance de la Nation envers ceux qui se sont battus pour elle.

L'Union nationale des combattants est à l'origine de toutes les grandes avancées obtenues, notamment la **création du Titre de Reconnaissance de la Nation (TRN)** ou encore l'**octroi de la carte du combattant** (et de la croix correspondante), aux anciens combattants d'Afrique française du Nord.

EN CIRCONSCRIPTION

CENTENAIRE DE L'ARMISTICE



Il y a **100 ans**, la France, l'Europe et le monde sonnaient la fin des hostilités dans ce qui fut l'une des guerres les plus funestes de notre histoire. Cette guerre qui devait finir « avant Noël » laissait un bilan terrible de près de **9 millions** de victimes en quatre ans. Elle bouleversa le monde comme aucun autre conflit ne l'avait fait auparavant.

Le **11 novembre dernier**, à Tours, nous rendions hommage à nos compatriotes tombés pour un idéal : **la Paix**. Tant que nous serons présents, en particulier nos jeunes, pour honorer leur mémoire, nous pourrions dire :

Vive la République,
Vive la France,
Vive l'Europe.

OPERATION VILLES PROPRES



Le **2 décembre**, nous nous sommes mobilisés sur **les berges de Loire à Tours**, pour l'opération éco-citoyenne **Villes Propres**.

Chaque année, en France, **30 milliards** de mégots finissent dans la Nature et l'équivalent d'un camion poubelle est déversé chaque minute dans l'océan par les cours d'eau et par les vents.

À l'image du **World Cleanup Day**, il nous incombe collectivement de provoquer une prise de conscience face à l'impact des conséquences de cette pollution environnementale.

Pour notre environnement, pour l'avenir des jeunes générations et de celles qui suivront, **changeons nos pratiques !**

BUDGET 2019



Adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale, la loi de finances pour 2019 poursuit trois priorités : libérer l'économie et le travail, protéger les Français, investir pour l'avenir en préparant les défis de demain et en transformant l'action publique.

I. Les missions régaliennes de l'État sont mieux assurées

- ▶ Le budget de la Défense de la France augmentera de 1,7 milliard d'euros, conformément à la trajectoire de la loi de programmation militaire.
- ▶ Le budget de la Justice augmentera de 313,2 millions d'euros, permettant ainsi la création de 1 300 emplois (dont 959 dans le pénitentiaire).
- ▶ Le budget de la Sécurité de la France augmentera de 300 millions d'euros, permettant ainsi la création de 2 500 postes de policier et de gendarme.
- ▶ Premier budget de l'État, l'Education nationale constatera une hausse de 1,2 milliard d'euros pour permettre la réussite de tous les élèves.

II. Soutenir le travail et renforcer l'attractivité de nos entreprises

- ▶ Nous poursuivons l'investissement dans les compétences pour lutter contre le chômage : le plan d'investissement dans les compétences (PIC) poursuit ainsi sa montée en puissance avec 2,5 milliards d'euros supplémentaires. Le déploiement des emplois francs est également renforcé.
- ▶ En plus de la suppression de la deuxième tranche de la taxe d'habitation pour 80 % des contribuables, la réduction des cotisations chômage et maladie prendront leur plein effet. La défiscalisation des heures supplémentaires à compter de septembre 2019 permettra une rémunération plus juste des efforts consentis. La prime d'activité augmentera enfin de 90 euros.

III. Protéger les plus démunis

- ▶ Le minimum vieillesse augmentera de 100€ euros sur trois ans, et l'allocation adultes handicapés (AAH) sera portée à 900 euros en 2019.
- ▶ Près de 8,5 milliards d'euros seront ainsi mobilisés pour la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, pour l'investissement social, l'engagement d'une politique de sortie de la pauvreté par le travail et pour la garantie de l'accès aux droits et aux prestations.

IV. Investir pour l'avenir

- ▶ Le budget de l'Ecologie augmentera de 200 millions d'euros. Le chèque énergie atteindra 200 euros et le CITE sera prorogé d'un an.
- ▶ Le budget de la Recherche et de l'Enseignement supérieur poursuivra sa montée en puissance en 2019 et dans les années à venir.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE



Définitivement adoptée en octobre dernier, la loi relative à la lutte contre la fraude vise à renforcer l'efficacité de la lutte contre la fraude fiscale, douanière et sociale à l'échelle nationale.

La lutte contre la fraude fiscale est un combat qui dépasse les clivages partisans tant son objet porte atteinte au pacte républicain. Parce qu'elle remet en cause le consentement à l'impôt, et donc le juste partage des charges publiques, la fraude fiscale doit être combattue sans relâche.

- ▶ Les sanctions sont renforcées, en complétant et en alourdissant l'arsenal existant, notamment dans une logique plus large de publicité des décisions.
- ▶ Le « verrou de Bercy » est supprimé.
- ▶ Une « police fiscale » est créée afin d'accroître les moyens alloués à la lutte contre la fraude fiscale.

PACTE



Adopté en première lecture à l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) a pour objectifs de :

- ▶ **Libérer** : lever les obstacles et donner aux entreprises les outils pour se transformer, grandir et créer des emplois, notamment en simplifiant la transmission et en améliorant leur financement.
- ▶ **Protéger et unir** : transformer notre modèle d'entreprise pour l'adapter aux enjeux d'aujourd'hui, en associant mieux les salariés aux résultats de l'entreprise avec l'amélioration des dispositifs d'intéressement et de participation, en refondant le rôle de l'Etat actionnaire et en redéfinissant la place de l'entreprise dans la société.

D'après une étude du Trésor, le projet de loi PACTE pourrait faire augmenter le PIB d'1 point à long-terme, dont 0,4 d'ici 2025.

SÉCURITÉ SOCIALE 2019



Définitivement adoptée le 3 décembre dernier, la loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 poursuit notre engagement à porter des avancées sociales majeures pour un système de soins qui prévient davantage et qui soigne mieux. Il s'inscrit également dans la continuité des choix politiques et économiques du Gouvernement pour libérer l'économie et améliorer le pouvoir d'achat.

I. Libérer l'économie et améliorer le pouvoir d'achat des Français

- ▶ Le CICE et le CITS sont transformés en baisse pérenne de cotisations sociales pour les employeurs, permettant ainsi de simplifier les mécanismes d'allègement du coût du travail.
- ▶ Tous les salariés du privé seront exonérés de cotisations sociales dues au titre de la rémunération des heures supplémentaires, permettant ainsi d'engendrer un gain de pouvoir d'achat de 155 euros pour un salarié au SMIC.
- ▶ Pour les retraités, nous mettrons en oeuvre une imposition plus juste de CSG en annulant la hausse de cette dernière pour les pensions mensuelles inférieures à 2 000 euros nets, soit près de 3,9 millions de foyers.

II. Investir dans notre système de santé

- ▶ Nous renforçons la prévention en transformant le Fonds de lutte contre le tabac en un « Fonds de lutte contre les substances psychoactives », en redéployant les 20 examens médicaux obligatoires réalisés avant 6 ans et en étendant la vaccination contre la grippe par les pharmaciens.
- ▶ Nous réorganisons le système de soins et sa tarification en créant des financements au forfait pour certaines pathologies chroniques.
- ▶ Nous entamons la mise en oeuvre du Reste-à-charge zéro, avec la réduction de 200 euros du prix des prothèses auditives.
- ▶ Nous créons l'aide à l'accès aux complémentaires santé pour 1,4 millions de Français, soit 500 millions d'euros d'investissement.

III. Protéger les plus fragiles

- ▶ La stratégie nationale pour l'autisme est mise en oeuvre, avec notamment l'augmentation de 30 % du complément mode de garde.
- ▶ Nous prolongerons le congé maternité pour les travailleurs indépendants et les exploitantes agricoles.
- ▶ Les prestations sociales (APL...) seront enfin versées en fonction de la situation actuelle des bénéficiaires et non plus 2 ans après.

RÉFORME DE LA JUSTICE



Actuellement examiné à l'Assemblée nationale, le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la Justice permettra de mettre en oeuvre une réforme globale de la Justice de notre pays.

L'objectif est de rendre plus effectives les décisions des magistrats, donner plus de sens à leurs missions, améliorer le fonctionnement et l'organisation des juridictions et rétablir ainsi la confiance de nos concitoyens dans notre justice. Très clairement, il s'agit de permettre à la Justice d'être plus lisible, plus accessible, plus simple et plus efficace, à travers :

- ▶ Un budget en forte hausse (+25 % sur la durée du quinquennat).
- ▶ La création de 6 500 emplois en 5 ans.
- ▶ La construction de 7 000 places de prison dans le pénitencier.
- ▶ 500 millions d'euros investis dans la numérisation de la Justice.
- ▶ L'instauration d'une nouvelle échelle des peines, permettant ainsi des condamnations plus individualisées et adaptées.

BREXIT



Conformément à l'article 50 du Traité sur l'Union européenne, le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne doit intervenir au terme d'un délai de deux ans à compter de la notification de son intention de se retirer de l'Union, soit le 30 mars 2019.

Dans ce contexte, ce projet de loi vise à donner au Gouvernement les moyens de cette préparation, en l'habilitant à adopter par ordonnance les mesures qui, dans le champ de compétence des États membres, relèvent du domaine de loi.

Le contenu des ordonnances dépendra de l'issue des négociations, mais le projet de loi prévoit que le Gouvernement pourra prendre des mesures pour les aménagements requis par le rétablissement des contrôles des marchandises et des passagers à destination ou en provenance du Royaume-Uni à l'issue d'une éventuelle période de transition.

AU SEIN DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL



Le 21 novembre, les commissions de la Défense nationale et de l'Education accueillent Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse.

Chef de file des députés La République En Marche au sein de ma commission, j'ai eu plaisir à animer cette réunion sur ce réel projet de société, conçu pour et par nos jeunes générations.

Mais soyons clairs : il ne s'agit pas de recruter 800 000 militaires supplémentaires. La France a besoin de citoyens solidaires, responsables et engagés.

Telle est la vocation du Service national universel, qui sera expérimenté dès juin 2019 : être une école de la fraternité, car il n'est de fraternité que celle qui se forge dans l'engagement.

BUDGET DE LA DÉFENSE



En 2019, 35,9 milliards d'euros seront alloués à la défense de la France, soit 1,7 milliard d'euros de plus qu'en 2018.

Première traduction budgétaire de la loi de programmation militaire, cette hausse traduit la volonté du Président de la République de réparer les armées et de permettre à la France d'affronter un environnement stratégique durablement marqué par l'instabilité.

En portant les crédits à 1,82 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2019, le budget est cohérent avec l'objectif présidentiel de porter progressivement le budget des armées à 2 % du PIB en 2025. De surcroît, ce budget tranche par sa sincérité en comparaison des exercices passés, avec une provision réaliste de 850 millions d'euros pour les opérations extérieures (+200 millions qu'en 2018) et une provision de 100 millions d'euros pour les missions intérieures.

Enfin, ce budget confirme la trajectoire du Plan Famille dans l'amélioration des conditions de vie des militaires.

À WESTMINSTER



Le 13 novembre dernier, se tenait à Londres la réunion conjointe des commissions de la Défense de la Chambre des Lords du Parlement britannique et de l'Assemblée nationale.

Une belle journée de coopération franco-britannique, à laquelle j'ai participé en présence de plusieurs de mes collègues, dont Jean-Jacques Bridey, président de la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, et son homologue britannique, Julian Lewis.

Il s'agissait de faire le point sur la mission d'information commune lancée en février par nos Assemblées respectives, sur les accords de Lancaster House de 2010 et leurs évolutions possibles, dans le contexte du Brexit. Au regard de nos modèles d'armées similaires et de notre culture opérationnelle commune, notre coopération bilatérale reste plus que jamais nécessaire et d'actualité.

EN OPÉRATION BARKHANE



En septembre dernier, avec mes collègues de la commission de la Défense nationale et des forces armées, j'ai souhaité me rendre aux côtés de nos forces militaires déployées au Niger et au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane.

Lancée en août 2014, cette opération repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne. Elle vise en priorité à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les groupes armés terroristes sur l'ensemble du territoire sahélo-saharien.

Etendue sur 5 pays, l'opération Barkhane compte aujourd'hui 4 500 soldats français. Cette immersion à leurs côtés fut pour moi l'occasion de mieux comprendre les difficultés de leurs missions et d'exprimer de vive voix la reconnaissance de la Nation envers nos militaires qui, en France comme à l'étranger, portent avec engagement nos couleurs et notre fierté au service de notre sécurité.

ILS SONT VENUS À TOURS

PLUS DE 300 PARLEMENTAIRES À TOURS...



Sur mon invitation, les députés et sénateurs de La République En Marche, accompagnés du Premier ministre Edouard Philippe et des membres du gouvernement, ont choisi Tours, les 10 et 11 septembre derniers, pour leurs journées de rentrée parlementaire.

Après une découverte du patrimoine tourangeau et une visite du Centre de création contemporaine Olivier Debré le dimanche en soirée, les deux journées d'ateliers, d'échanges et de réflexion ont permis de mettre sur les rails, tant sur le fond que sur la méthode, le travail parlementaire de cette deuxième année de législature. Ces journées furent également l'occasion pour notre collectif de désigner notre candidat dans la course au perchoir de l'Assemblée nationale, suite à la nomination de François de Rugy comme ministre de la Transition écologique et solidaire. Des quatre candidatures, celle de Richard Ferrand a reçu une large majorité de nos suffrages.

Ce fut enfin pour moi l'opportunité d'échanger activement avec le Premier ministre, à qui j'ai pu faire visiter notre belle ville de Tours et les bords de Loire, à l'occasion d'un running matinal. Ensemble, nous avons évoqué de nombreux sujets locaux, dont celui de l'avenir de l'aéroport de Tours Val de Loire.

...ET DES REPRÉSENTANTS DE L'ETAT



Christophe Itier

Le 25 octobre, Christophe Itier, haut-commissaire à l'Economie sociale et solidaire, était ici, en Touraine, pour l'une des étapes du *French Impact Tour*, dont l'objectif est d'aller dans les territoires qui portent l'innovation sociale à la rencontre des multiples acteurs locaux de l'ESS.

Après une découverte des projets de l'association Fermes d'Avenir à la ferme de la Bourdaisière, le haut-commissaire a pu échanger avec les acteurs culturels tourangeaux dans le quartier du Sanitas. Puis il a lancé le Mois de l'économie sociale et solidaire à MAME, Cité de la création et de l'innovation de Tours Métropole Val de Loire, où il avait donné rendez-vous à quatre duos de personnalités locales porteuses d'initiatives innovantes en matière d'ESS, pour une conférence ouverte au public venu en nombre (plus de 200 participants). Christophe Itier s'est enfin prêté au jeu des questions-réponses avec la salle.

Le 15 novembre, le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté, Olivier Noblecourt, était à Tours pour présenter les mesures du Plan Pauvreté en amont de son expérimentation par le département d'Indre-et-Loire.

Porté par le Président de la République, le Plan Pauvreté est un investissement social inédit de plus de 8 milliards d'euros pour faire plus pour ceux qui ont moins, et ce, à travers l'accès aux droits, la prévention et l'accompagnement vers l'emploi.



Olivier Noblecourt



Geneviève Darrieussecq

Le 16 novembre, Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, inaugurait les locaux de la Direction de la médecine des forces.

Je suis très fier d'avoir convaincu le ministère des Armées d'implanter à Tours cette direction stratégique du Service de Santé des Armées. Avec plus 125 emplois à la clé, et le recrutement de personnels civils localement, la Direction de la Médecine des Forces, en plus de renforcer notre base de défense, assure l'organisation du soutien opérationnel des unités, et leur apporte la garantie d'une prise en charge sanitaire efficace et réactive.

Le 20 décembre, j'étais aux côtés de Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale et de la Jeunesse, venu à Tours pour évoquer le futur Service national universel et rencontrer dans les locaux de la MACIF une trentaine de jeunes engagés en Service civique au sein de l'Association Unis-Cité.

Il a ensuite évoqué en Préfecture devant un parterre d'associations les modalités et les enjeux du grand débat national qui s'engage.



Gabriel Attal

LA TOURAINE, TERRITOIRE À HYDROGÈNE



Longtemps perçue comme une solution énergétique futuriste de très long terme, l'hydrogène est désormais reconnue comme une alternative durable crédible et quasiment opérationnelle pour les filières industrielles et les politiques d'innovation des territoires en matière de transport public.

Très engagé dans le développement de cette solution énergétique, j'ai rejoint le groupe de travail dédié à ce sujet à l'Assemblée nationale avec mes collègues Michel Delpon et Benoît Simian, auquel le Premier ministre a confié un rapport sur les trains à hydrogène.

Le 17 décembre, j'avais donc invité Ivan Faucheu, du Conseil général de l'économie, à venir à la rencontre des élus locaux porteurs d'initiatives en matière d'hydrogène : Anne Besnier, vice-présidente de la Région Centre Val de Loire déléguée par le président François Bonneau, Alain Esnault, président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Indre, pour son projet de station à hydrogène à Sorigny, et Jean-Luc Galliot, Vice-président de Tours Métropole Val de Loire pour son projet de bennes à ordures à hydrogène. Après une visite du CEA de Monts, nous sommes allés à Sorigny. Rémi Dubois, Directeur du Développement territorial d'EDF, s'est joint à nous pour cette dernière visite.

Je crois sincèrement que la technologie de l'hydrogène est une opportunité en matière de transition énergétique pour notre territoire, qu'il s'agisse de l'avenir de nos lignes ferroviaires secondaires, qui pourrait passer par le déploiement de trains à hydrogène, ou du transport public urbain (bus), ou des solutions logistiques comme les charriots élévateurs ou la desserte du dernier kilomètre.

MERCI À VOUS !



Je vous remercie tant et tant chaleureusement
pour votre confiance.

Philippe Chalumeau

POUR ME CONTACTER ET SUIVRE TOUTES MES ACTUALITÉS



Assemblée nationale
126, rue de l'Université - 75355 Paris 07 SP
Tél. : 01 40 63 48 29

PHILIPPE
CHALUMEAU

Permanence parlementaire
2, Jardin de Beaune-Semblançay - 37000 Tours
Tél. : 02 47 64 21 22

